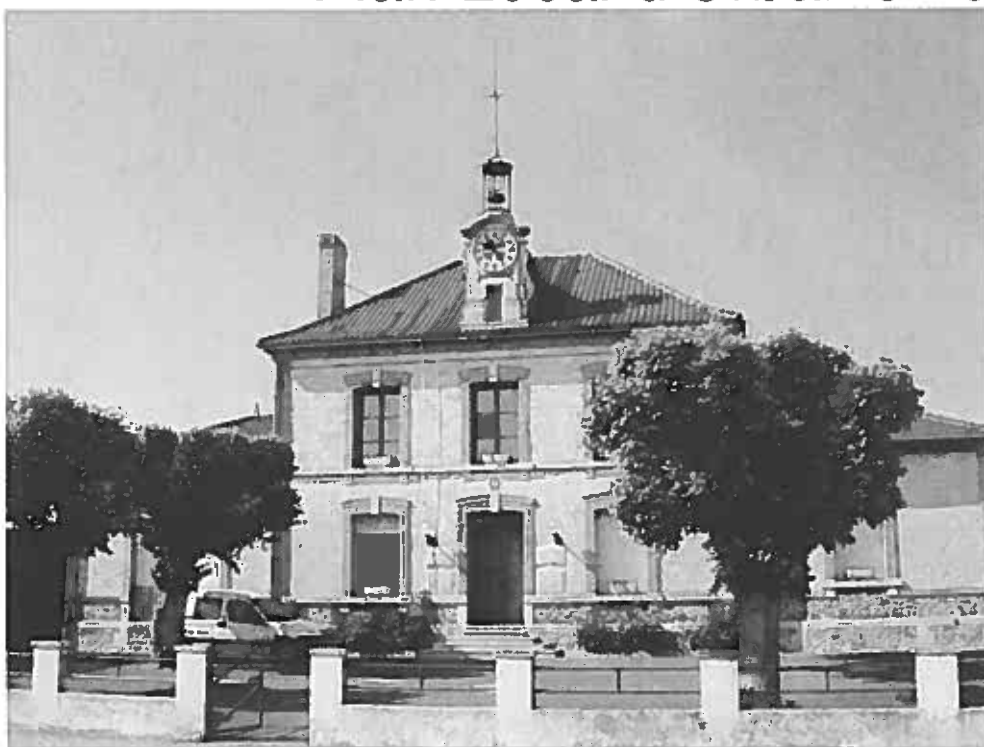


# Commune de La Chaussée-sur-Marne

## Plan Local d'Urbanisme

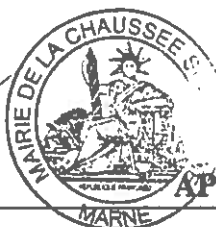


### Liste des Servitudes d'Utilité Publique

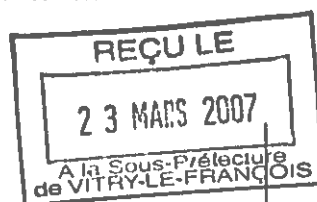
"Vu pour être annexé à la délibération du 18/12/2006  
approuvant les dispositions du Plan Local d'Urbanisme  
mis en révision."

Fait à La Chaussée-sur-Marne,  
Le Maire,

Etude réalisée par :



ARRETE LE : 13/01/2006  
APPROUVE LE : 18/12/2006



**Environnement Conseil**  
Urbanisme Environnement Communication

61 chemin du Barrage 51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE  
Tél. : 03.26.64.05.01 Fax : 03.26.64.73.32  
environnement.conseil@wanadoo.fr



## SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Commune : LA CHAUSSEE-sur-MARNE – Servitude AC1 modifiée & nouvelle servitude AC2

CODE	DENOMINATION	DESCRIPTION	ACTE D'INSTITUTION	SERVICE RESPONSABLE
AC 1	Monuments historiques - Servitudes de protection des monuments historiques - classé	Servitude de protection du périmètre modifié autour de : * <i>L'Eglise Saint-Pierre de Coulmiers ainsi que les abords constitués par des bâtimens d'intérêt architectural, des lorissemens, les espaces ouverts et naturels conservés autour de l'église.</i>  Effets principaux : - Travaux sur l'édifice où les immeubles adossés sont soumis à autorisation. - Travaux sur les immeubles situés dans un périmètre de 500 m à partir de l'extérieur des parties protégées soumis à l'accord de l'Architecte des Bâtiments de France.	Loi du 31.12.1913 modifiée Décrets et arrêtés en vigueur <i>Classée MH le 24 septembre 1930</i>	Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine 2 rue du Cardinal de Lorraine 51100 REIMS  Direction Régionale des Affaires Culturelles 3 Faubourg Saint-Antoine 51037 CHLAONS cédex

- 2 -

CODE	DENOMINATION	DESCRIPTION	ACTE D'INSTITUTION	SERVICE RESPONSABLE
AC 2	Protection des sites - Servitudes de protection des sites et des monuments naturels	Servitude de protection concernant : <i>Le sire archéologique des « Prés la Linone (avec leurs vestiges archéologiques enfouis)</i>  - Obligation pour le propriétaire d'aviser le Préfet quatre mois à l'avance de l'intention d'effectuer des travaux.  - Obligation pour le propriétaire d'obtenir l'autorisation du Ministre compétent avant travaux susceptibles de détruire ou de modifier l'aspect des lieux.  - Interdiction de toute publicité dans les sites inscrits ou classés.  - Possibilité pour le propriétaire de procéder à des travaux d'exploitation courante en ce qui concerne les fonds ruraux.	Loi du 02.05.1930 modifiée art. 17 <i>Classé le 4 janvier 1996</i>	Direction Régionale de l'Environnement 44 rue Titon 51037 CHALONS-en- CHAMPAGNE CEDEX  Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine 2 rue du Cardinal de Lorraine 51100 REIMS

CODE	DENOMINATION	DESCRIPTION	ACTE D'INSTITUTION	SERVICE RESPONSABLE
EL 3	Navigation intérieure - Servitudes de halage et de marchepied	Servitude imposée sur chaque rive de la rivière Marne  En outre là où le chemin de hâlage a disparu par suite de travaux d'amélioration des conditions de navigation, la servitude de marchepied subsiste. Effets principaux : Servitude marchepied de 3,25 m sur les deux rives et interdiction de planter ou de se clore.	Code du Domaine Public Fluvial et de la Navigation Intérieure Art. 1 à 14 et 15, 16 à 22 et art. 424 du Code Rural. (Conseil d'Etat, arrêté Chapelle du 15.05.1933).	Service Navigation de la Seine Arrondissement Champagne – Subdivision de Châlons Chemin du Barrage 51011 CHALONS cédex

CODE	DENOMINATION	DESCRIPTION	ACTE D'INSTITUTION	SERVICE RESPONSABLE
EL 7	Circulation routière - Servitudes d'alignement (non reportées sur le plan faute de disposer de plans cadastraux)	Servitude attachée à l'alignement des routes nationales, départementales ou communales. Effets principaux : Servitude non confortandi sur les immeubles bâtis frappés d'alignement. Servitudes non aedificandi sur les immeubles non bâtis.  - RD 60 - RD 302	Edit du 16.12.1607, confirmé par arrêté du Conseil du Roi du 27.02.1765. Loi du 16.09.1805. Décret 62.1245 du 20.10.1962 (RN). Décret du 25.10.1938 modifié par décret 61.231 du 06.03.1961 (CD). Décret 62.262 du 14.03.1964 modifié (voies communales).  Plan approuvé le : 07/03/1860 Plan approuvé le : 20/01/1900	Direction Départementale de l'Equipement de la Marne Subdivision de Châlons  Circonscription des infrastructures et du Patrimoine Centre

CODE	DENOMINATION	DESCRIPTION	ACTE D'INSTITUTION	SERVICE RESPONSABLE
I 1 bis	Hydrocarbures liquides - Servitudes relatives à la construction et à l'exploitation de pipelines par la Société d'Economie Mixte des Transports Pétroliers (TRAPIL)	Oléoduc de Défense commune : DONGES-MELUN-METZ  Effets de la servitude : cf fiche I 1 bis jointe ci-après.	Loi 49-1060 du 02.08.1949 modifiée par la loi 51-272 du 07.06.1951 (TRAPIL)  Décret 50-836 du 08.07.1950 modifié par décret n° 63-82 du 04.02.1963 définissant les servitudes.	Direction Générale de l'Energie et des Matières Premières Service Spécial des Hydrocarbures 101 rue de Grenelle 75700 PARIS  Société TRAPIL 2e Division des oléoducs de défense commune 21 rue Durniny BP 2716 80027 AMIENS CEDEX  Société TRAPIL 1ère Division ODCI 10 rue Philibert Louis Couturier 71100 CHALON-sur-SAONE

PIPELINES A HYDROCARBURE  
-0-0-0-0-0-  
Servitudes d'utilité publique  
fiche servitude I 1 bis

plan d'occupation des sols de :

Texte définissant les servitudes : Pipelines de défense - décret n° 50-836 du 8 juillet 1950 (J.O du 14/07/1950) modifié par décret n° 6382 du 4 février 1963 (J.O du 05/02/1963)

Texte créant les servitudes de :

Nom de l'oléoduc : MELUN-CHALONS Décret du : 05/09/1955  
Tronçon de l'oléoduc : DONGES-MELUN-METZ

Les servitudes ont été établies soit par conventions passées à l'amiable, soit par ordonnances d'imposition. Dans les deux cas les actes correspondants ont fait l'objet d'une publication au service des hypothèques.

#### Consistance des servitudes

- 1° - Dans une bande de 5 mètres de largeur ( zone forte de protection ) où est enfouie la conduite, il est interdit :
  - d'édifier une construction en dur même si ses fondations ont une profondeur inférieure à 0,60 m
  - d'effectuer des travaux de toute nature y compris les façons culturales à plus de 0,60 m
- 2° - L'exploitant de la canalisation a le droit, à l'intérieur d'une bande de servitude de 15 mètres de largeur (1) :
  - d'accéder en tout temps, en particulier pour effectuer les travaux d'entretien et de réparation
  - d'essarter tous arbres et arbustes
  - de construire, en limite des parcelles cadastrales, des bornes ou balises indiquant l'emplacement de la conduite
- 3° - Le propriétaire et ses ayant-droits doivent :
  - ne procéder à aucune plantation d'arbres dans la bande de 15 mètres
  - s'abstenir de tout acte de nature à nuire à l'ouvrage (2)
  - dénoncer, en cas de vente ou d'échange de parcelles en cause, la servitude dont elles sont grevées.

Service responsable de la servitude et de la gestion de l'oléoduc à l'échelon central  
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE DU TERRITOIRE  
S.S.D.H.

101, rue de Grenelle 75700 PARIS

En application de l'arrêté préfectoral : ID / 2/3 du 21/11/1974

tous travaux exécutés à proximité du pipeline doivent faire l'objet d'une déclaration préalable à Société TRAPIL - Bureau régional 47, avenue F. Roosevelt 77210 AVON - Tél : 60.12.49.00.

Ce service peut également fournir toutes indications sur l'emplacement de cette conduite.

---0-0-0---

(1) - Cette largeur a pu éventuellement être réduite.

(2) - Les abris de jardins, de chasse et de pêche, établis dans une bande de 5 mètres centrée sur la canalisation empêchent la surveillance continue de celle-ci. En conséquence ils sont assimilés à des constructions, et leur établissement est soumis à accord préalable.

CETTE FICHE EST A REPRENDRE DANS LE DOSSIER DU P.O.S.

N.B. Le tracé du ou des pipelines de Défense (servitude I 1 bis) peut être consulté au Bureau chargé des affaires de Défense du le Ministère.

CODE	DENOMINATION	DESCRIPTION	ACTE D'INSTITUTION	SERVICE RESPONSABLE
I 4	Electricité - Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques	Servitudes d'ancrage, d'appui, de passage et d'élagage d'arbres relative aux ouvrages électriques. Profitant 1) au réseau d'alimentation publique HTA et BT 2) aux lignes HTB  Pour les lignes HTB les servitudes comprennent en outre l'obligation de déclarer à l'exploitant l'intention d'effectuer des travaux à proximité des ouvrages.	Art. 12 modifié de la loi du 15.06.1906. Loi de finances du 13.07.1925 art. 298. Loi 46.628 du 08.04.1946. Décret 64.481 du 21.01.1964. Décret n° 85-1109 du 15.10.1985.	E.D.F.- Gaz de France Distribution Reims Champagne 2 Rue St-Charles 51095 REIMS CEDEX (ouvrages de distribution d'électricité et de gaz)  RTE - TENE GIMR Pôle Communication Concertation Environnement 62, rue Louis Delos 59709 MARCQ EN BAROEUL (ouvrages de transport d'électricité)

CODE	DENOMINATION	DESCRIPTION	ACTE D'INSTITUTION	SERVICE RESPONSABLE
PT 3	Télécommunications - Servitudes relatives aux réseaux de télécommunications	1) Réseau urbain local Effets principaux : Appui et passage en terrains privés et établissement de supports.  2) Au réseau interurbain Présence des câbles Effets principaux : La présence du câble entraîne en terrains privés une servitude non aedificandi de 3 m à raison de 1,50 m de part et d'autre de l'axe. Sur domaine public tous travaux doivent faire l'objet d'une demande de renseignement au Centre de Câbles des T.R.N.  3) Au réseau national Présence des câbles souterrains	Conventions amiables et arrêtés préfectoraux pris en vertu des art. L 46 à L 53 et D 407 à D 413 du Code des Postes et Télécommunications.  Conventions amiables et arrêtés préfectoraux pris en vertu des art. L 46 à L 53 et D 407 à D 413 du Code des Postes et Télécommunications.  Conventions amiables et arrêtés préfectoraux pris en vertu des art. L 46 à L 53 et D 407 à D 413 du Code des Postes et Télécommunications.	Direction Régionale de France-TELECOM Unité Régionale de Réseaux Champagne-Ardenne 51058 Reims Cédex  Circonscription Militaire de Défense de Metz Direction Régionale des Télécom & Informatique Etat Major Bureau Stationnement Infrastructures 57998 Metz Armées

CODE	DENOMINATION	DESCRIPTION	ACTE D'INSTITUTION	SERVICE RESPONSABLE
PT 3 (fin)		Effets principaux : La présence du câble entraîne en terrains privés une servitude non aedificandi de 3 m à raison de 1,50 m de part et d'autre de l'axe. Sur domaine public tous travaux doivent faire l'objet d'une demande de renseignement au Centre de Câbles des T.R.N.		Centre des Câbles des T.R.N. de Reims 1 allée P. Halary Z.I. Nord-Est 51084 REIMS CEDEX

CODE	DENOMINATION	DESCRIPTION	ACTE D'INSTITUTION	SERVICE RESPONSABLE
T 7	Relations aériennes - Servitudes à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières ( <i>couvre l'ensemble du territoire communal</i> )	Servitude attachée à la protection de la circulation aérienne.  Effets principaux : Autorisation des ministres chargés de l'aviation civile et des armées pour les installations de grande hauteur - 50 m hors agglomération - 100 m en agglomération	Code de l'Aviation Civile : Art. R 244-1, D 244-1 à D 244-4. Arrêté interministériel du 25 Juillet 1990.	Direction de l'Aviation Civile Nord-Est Aéroport de Strasbourg-Entzheim 67960 ENTZHEIM  District aéronautique Champagne-Ardenne BP 031 51450 BETHENY  Région Aérienne Nord-Est (R.A.N.E.) Section Environnement Aéronautique VELIZY 78129 VILLACOUBLAY-AIR